

Appel à la reconnaissance du fait chrétien par l'Union européenne

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 15 février 2011

Face au fait chrétien , l'Union européenne endort les esprits et adopte une attitude politiquement correcte . L'indignation des peuples qui a suivi la publication des calendriers amnésiques sur les fêtes chrétiennes n'a pas suffi à nos gouvernants européens.

L'Italie, la France, la Hongrie, la Pologne et bientôt l'Espagne condamnent les persécutions chrétiennes au Proche et Moyen Orient, en Afrique et en Asie. Leur décision fait écho à la condamnation des attentats contre des chrétiens à Bagdad et à Alexandrie par les 27 Etats-membres en octobre et en décembre 2010.

Réunis le 31 janvier autour de Mme Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, les ministres des Affaires étrangères et européennes se sont prononcés sur une déclaration défendant la liberté religieuse. **La Grande Bretagne, la Suède, le Portugal, l'Irlande et Chypre ont refusé d'y inclure le mot chrétien ... Mme Ashton a cru bon de déclarer qu'elle réfléchissait au sujet !**

Cette absence de décision rejoint l'adoption, le 20 janvier, par les ministres du Conseil de l'Europe, d'une résolution sur la liberté religieuse... omettant de mentionner le christianisme, pour que le texte soit signé par la Turquie. Au nom du consensus, faut-il brader plus de 2000 ans d'histoire commune où le christianisme a joué le rôle de catalyseur des apports grec, romain et judéo-chrétien ? Le ministre italien Franco Frattini parle d' excès de sécularisme ...

Plusieurs initiatives auraient dû leur donner le courage de soutenir les chrétiens persécutés :

- La résolution adoptée au Parlement européen le 20 janvier dénonçant les manifestations de violence à l'encontre des communautés chrétiennes, notamment dans des pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen Orient ;
- La recommandation adoptée le 27 janvier par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui allait encore plus loin en appelant à lutter contre La violence à l'encontre des chrétiens , les préjugés antichrétiens et la christianophobie .

Nos parlementaires sont-ils plus lucides que nos ministres ? Le 21 février prochain, à l'occasion du prochain sommet européen, ceux-ci pourront adopter une position commune. Saisiront-ils cette deuxième chance ?

L'Association pour la Fondation de Service politique appelle solennellement Mme Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, et M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État aux Affaires européennes, à convaincre leurs homologues européens récalcitrants et à condamner la persécution des chrétiens.

En savoir plus :

[L'Appel des parlementaires Français à porter la voix des chrétiens d'Orient ,](#)

3 janvier 2011, *Libertepolitique.com*